

Recherche: sciences humaines, parent pauvre

Pour son deuxième appel à propositions de projets dans le cadre du programme "Vivre demain au Luxembourg", le Fonds national de la recherche (FNR) avait organisé vendredi dernier une séance d'information à la Chambre de commerce. Ce programme pluriannuel doit financer des projets de recherche dans le domaine des sciences socio-économiques et humaines. Si la réunion était un succès en termes quantitatifs, les réactions du public étaient souvent critiques, par exemple quant aux compétences des personnes choisies pour faire l'évaluation des projets en cours. Mais d'autres questions, plus fondamentales, peuvent surgir par rapport au FNR: déjà, d'un budget de plus de 50 millions d'euros, moins d'un quart sert au financement du programme Vivre, tous les autres programmes étant voués aux sciences économiques, naturelles ou de la santé. Quant aux projets actuellement financés par Vivre, des projets de recherche en sociologie, en psychologie ou en pédagogie ayant effectivement trait au développement futur du grand-duché, sont côtoyés par d'autres du genre "place financière", "biodiversité" ou "climat". Cela ne doit pas étonner: des douze membres du conseil scientifique du FNR, deux seulement proviennent des sciences sociales et humaines. Par contre, six d'entre eux, représentant des centres de recherche voire l'université, en sont des bénéficiaires potentiels.

Les libéralisations vont bon train

A l'ouverture de la conférence de presse présentant l'accord final des négociations tripartites sur les CFL, le premier ministre était plein d'attentions. Gageons que le président du conseil d'administration, Jeannot Waringo ainsi que Lucien Lux, ministre des transports, ont apprécié les éloges du chef. Mais que pensaient les présidents des syndicats lorsque Juncker les qualifia de "responsables"? Nico Wennmacher, président du Landesverband, a en tout cas modéré son enthousiasme. Si Waringo a avoué qu'il ne s'attendait pas à un si "beau cadeau de Noël", le syndicaliste qualifia l'accord de "meilleur compromis possible dans l'état actuel des rapports de force politiques". En effet, Wennmacher sait que l'accord tripartite ne fait pas l'unanimité au sein de son syndicat. Le lundi 19 décembre lors de la réunion des délégué-e-s du syndicat et à la veille de l'accord, Wennmacher a dû batailler pour convaincre un groupe de délégués très sceptiques. Une nouvelle question commence d'ailleurs à se poser: avec le saucissonnage progressif des chemins de fer, c'est aussi l'avenir des deux syndicats de cheminots qui est en jeu.

And the winner is?

Dans la discussion autour du site de l'Université du Luxembourg, les jeux semblent être faits. A l'heure où nous rédigeons ces lignes, tout indique que le gouvernement se prononcera finalement en faveur du site d'Esch-Belval. Pour les responsables politiques de la capitale - issus de l'opposition bleue et verte - la nouvelle a dû tomber comme un couperet. D'autant plus que le bourgmestre Paul Helminger avait souligné ce mercredi, lors du City breakfast, que ni la commune, ni la commission parlementaire en charge du dossier n'avaient été contactés par le ministère de l'enseignement supérieur. Le recteur Rolf Tarrach, qui avait annoncé sa préférence pour un site à Luxembourg, préfère attendre la décision officielle avant de se prononcer au mois de janvier, au retour des vacances.

Woxx im Doppelpack

Seit dem 1. März 1991 erscheint die woxx (respektive ihr Vorgänger gréngespoun) ununterbrochen jeden Freitag. Jetzt wird diese Serie erstmals unterbrochen: Das woxx-Team macht Kollektivurlaub (siehe auch Seite 12) und legt seinen LeserInnen deshalb eine Doppelnnummer auf den Gabentisch. Am 6. Januar folgt dann die nächste Ausgabe mit der laufenden Nummer 831.

Charles Margue estime qu'il est encore trop tôt pour envisager de grands chamboulements politiques. Dans cet entretien accordé au woxx, il revient sur une année politiquement très chargée.

(Foto: Christian Mosar)



POLITIQUE

"Mainstream, résignation et sentiment d'impuissance"

woxx: L'année 2005 a été riche en événements politiques pour le Luxembourg. Qu'est-ce qui vous a le plus marqué?

Charles Margue: Ce fut sans conteste le référendum sur le traité constitutionnel européen. Professionnellement, il m'a bien plus occupé que je ne l'aurais pensé. A mesure que l'on se rapprochait de l'échéance du 10 juillet, le débat gagnait en intensité. Il a également marqué les politiciens qui s'y sont le plus engagés. Toutes les élites, j'entends par là celles et ceux qui prennent les décisions ou qui ont été délégués à des postes de responsabilité, y compris dans le monde syndical (à part l'une ou l'autre exception notable), étaient clairement favorables au traité. Les syndicats comme l'OGBL ont néanmoins pris des positions plus en retrait. Ils étaient conscients du peu d'enthousiasme de leur base. Beaucoup de personnes ont voté non pour des raisons étrangères au référendum. En politologie, c'est un cas d'école: la question lors d'un référendum est dissociée de la réponse.

Mais les résultats obtenus par les partis lors des élections communales ne donnent pas l'impression que leurs positionnements respectifs lors du référendum aient joué un véritable rôle. Le référendum serait-il passé sans laisser de traces dans le paysage politique?

Lors du référendum, les gens n'ont pas réagi en collectif, mais c'est une masse muette qui a exprimé son refus. Bien que le oui l'ait emporté, ceux qui ont voté non n'avaient pas de gueule de bois le lendemain matin. Ceux qui l'avaient, c'étaient ceux qui se sont clairement exprimés en faveur du traité. Mais le référendum était une élection sans enjeu direct et tangible pour la majorité des électeurs.

C'est chez les Verts et les socialistes que l'écart entre la position du parti et le vote des électeurs respectifs était le plus grand. Finalement, ces deux partis ont eu de bons résultats lors des communales.

Les Verts ont une culture de débat. La pluralité est dans leur nature. Ils ont bien réussi à surmonter leurs différents. Au LSAP, les divergences nées du

référendum ont même survécu aux élections communales dont ils sont sortis vainqueurs.. Elles sont d'ordre idéologique. Dans ce parti, il y a deux tendances clairement établies: la tendance ouvriériste, franchement hostile au traité et celle des politiciens qui détiennent les responsabilités politiques, les "Realpolitiker", qui eux étaient favorables au traité.

L'ADR, déi Lénk et le KPL étaient les seuls partis à s'opposer au traité. Pourquoi n'ont-ils pas réussi à monnayer cet engagement électoralement?

Déi Lénk se trouvait de toute façon sur une pente descendante. A cela s'est rajoutée l'option stratégique du KPL de faire bande à part. Pourtant, ces deux partis ont aidé à canaliser le non. Au lendemain du référendum, celles et ceux qui avaient voté non sont retournés à leurs habitudes. Le devenir de ces formations de gauche ne les a jamais concerné de toutes façons. L'extrême gauche représente tout au plus 4 % de l'électorat. Idem pour ce qui concerne le Comité pour le non: il n'était vraiment pas représentatif des opposants au traité. Je ne veux en aucun cas lui ôter le mérite d'avoir impulsé la discussion, au contraire. Mais il n'a pas, à posteriori, réussi à en récolter les fruits.

Les débats autour du budget 2006 ont révélé un certain nombre d'incohérences au sein du CSV. D'un autre côté, ni le résultat du référendum, ni celui des élections communales n'étaient vraiment satisfaisants pour ce parti. Le CSV est-il en crise?

Le CSV, tout comme les autres partis, recherche en permanence la maîtrise de la situation ac-

tuelle et la préparation de l'avenir. Il est clair qu'un certain nombre de personnes essaient de se profiler et, soyons correct, de lancer des thèses et d'alimenter le débat trop souvent escamoté incarné par exemple par le slogan "De séchere Wee". Cela a été le cas de Michel Wolter, dans le cadre des débats budgétaires.

"Le CSV a résolu le problème Laurent Mosar."

Mais à part les positionnements personnels, c'est surtout un débat d'idées qui a lieu pour faire avancer un certain nombre de réformes indispensables pour l'avenir du pays. Paradoxalement, les communales ont résolu un problème du parti: il s'appelle Laurent Mosar. En fin de compte, le CSV a réalisé de bons résultats, sans avoir gagné, ni perdu les élections. Il a défendu ses positions, mais manqué deux objectifs: Esch-sur-Alzette et surtout la capitale.

Mais le CSV a pourtant perdu dans d'autres grandes communes.

En effet, ces bourgmestres sanctionnés étaient des entêtés qui ne suivaient pas la ligne du parti. Je ne pense pas que leurs destitutions aient véritablement traumatisé certains dirigeants du parti. Les socialistes quant à eux, ont gagné dans leurs bastions, mais ils ne sont pas présents dans l'ensemble du pays. Ils sont dans le sud et à Wiltz. D'un autre côté, ils ont remporté deux majorités absolues supplémentaires. Ils ont de bons gestionnaires, très populaires, qui appliquent à merveille une politique de proximité.

Charles Margue

"Mon parcours professionnel n'est pas très excitant", dit Charles Margue en s'excusant presque. Après avoir passé une licence en sociologie et une maîtrise en sciences politiques, il est entré il y a 20 ans à l'institut de sondage Ilres - maintenant TNS-Ilres. Entre-temps, il en est le directeur de recherche. Issu à l'origine du mouvement catholique de gauche, il a participé à la fondation de la revue Brennpunkt publiée par l'Action Solidarité Tiers-Monde (ASTM). Cet ancien secrétaire général des Jeunesses étudiantes chrétiennes (JEC) est également membre de "Justice et Paix".

Pourtant, d'après votre dernier sondage le LSAP perd 1,5 % des intentions de vote dans la circonscription du sud. N'est-ce pas beaucoup pour un début de législature?

Ce taux est une variation qui peut être aléatoire, en tout cas il est trop tôt pour parler de tendance négative. Il faudra plutôt analyser les sondages à venir. Ce que l'on peut néanmoins dire, c'est qu'il n'est pas en train d'engranger des votes. Il ressent aussi clairement la concurrence des Verts qui eux sont dans une véritable dynamique de vainqueurs. Même dans le sud, alors que ce n'est pas le terrain le plus favorable aux Verts. Ils profitent du fait que la région se renouvelle et attire de nouvelles couches sociales parmi leurs habitants. Concernant les socialistes, cette région qui est leur bastion développe toujours des sentiments très mitigés lorsqu'ils sont au gouvernement. En 1999, les socialistes ont été éjectés du gouvernement, parce que leur électorat traditionnel n'a pas voté LSAP.

En 1999, le LSAP était usé par 15 années de pouvoir et des réformes impopulaires dans le domaine des retraites. Le gouvernement actuel enclenche des réformes libérales beaucoup plus dures. Le LSAP ne risquerait-il pas de perdre beaucoup plus?

Les socialistes ont de la chance à cause de la dynamique négative dans laquelle se trouve le DP. Celui-ci n'est pas en mesure de proposer une alternative. La mentalité de "mainstream", la résignation et le sentiment d'impuissance ne contribuent guère à ce que les électeurs socialistes désavouent leur parti qui joue clairement la carte locale.

Le nouveau cours du gouvernement va-t-il donner naissance à une nouvelle donne politique?

Pour l'instant, le calendrier politique impose le calme et permet, je l'espère, de se consacrer au travail de réforme. La majorité parlementaire est solide et les Verts soutiendront probablement les réformes qu'ils jugeront nécessaires. Beaucoup dépend de l'attitude des syndicats. A savoir s'ils sont prêts à engager des conflits ouverts contre les réformes structurelles ou s'ils préfèrent continuer sur la "voie luxembourgeoise" de la conciliation, dont un exemple vient d'être donné à travers la tripartite CFL. Reste la grande inconnue: l'attitude de la CGFP.

Entretien: David Wagner